

Note de conjoncture : bilan 2013

n° 1, Automne 2014

2013 : une année en demi-teinte

Initié en 2012 par la CACIMA, puis conjointement avec la Préfecture, le Conseil Territorial ainsi que les Mairies de Saint-Pierre et de Miquelon, l'observatoire économique de l'Archipel est un outil de veille économique et d'aide à la décision qui s'adresse à toutes celles et ceux qui souhaitent entreprendre et mener des actions de développement sur ce territoire.

A cette fin, ce document présente les grandes tendances observées au niveau de l'activité des entreprises, de l'emploi, de la démographie et des dynamiques locales. Un focus particulier a été réalisé sur l'évolution de plusieurs secteurs d'activité qui sont au cœur de l'économie de Saint-Pierre et Miquelon.

Pour collecter cet ensemble de données, la CACIMA a signé des conventions avec de nombreux institutionnels locaux : CPS, Pôle Emploi, Gestélia, la Mairie de Saint-Pierre et le CRT.

Cette collaboration, ainsi que l'agrégation des données avec des enquêtes d'opinion, contribue à enrichir ce document et à proposer des informations économiques plus pertinentes.

TENDANCES	ENTREPRISES		DYNAMIQUES		EMPLOI
	INVESTISSEMENT	ACTIVITE	BALANCE COMMERCIALE	TOURISME	
	➔	➔	⬇	⬇	➔

En 2013, à l'image de la métropole, l'économie de l'archipel se situe dans une phase de stagnation de l'activité caractérisée par une évolution contrastée des différents indicateurs économiques. Si le nombre de demandeurs d'emploi mensuel a atteint à plusieurs reprises son niveau le plus bas depuis 2011, le taux de chômage annuel est resté stable et la situation reste fragile. En effet, les difficultés du marché du travail risquent de s'aggraver à moyen terme en fonction de l'évolution du niveau d'activité du secteur privé.

Pour les entreprises, le bilan est similaire : l'activité stagne, les crédits d'investissement sont légèrement repartis à la hausse au quatrième trimestre mais avec de fortes disparités sectorielles. Globalement, les chefs d'entreprises ont une confiance relativement limitée en la capacité de croissance de l'économie de l'archipel et ont tendance à repousser leurs investissements. Ces phénomènes sont plus ou moins marqués selon le secteur d'activité : le BTP se maintient dans l'ensemble mais sera certainement impacté par la fin du chantier de l'hôpital, de la centrale électrique et la diminution de la commande publique. La pêche a connu un recul des volumes capturés et des exportations. Le secteur de l'hôtellerie-restauration a subi une année en léger retrait avec une fréquentation touristique à la baisse due à des facteurs exogènes qui ont eu une implication négative sur les entreprises du secteur. Le commerce semble quant à lui dans une situation particulièrement difficile et a de plus en plus de mal à résister à la concurrence extérieure.

Au final, seul le secteur des services aura connu une année relativement correcte.

La dynamique de création d'entreprises sur l'archipel a continué sa progression et connu une bonne année 2013. Cependant, elle est caractérisée par un fort taux de création d'entreprises individuelles, peu créatrices d'emplois à court terme et qui représentent parfois seulement un complément d'activité pour leur créateur.

De plus, les cessations se sont affichées à un niveau rarement atteint sur l'archipel : 46 entreprises ont fermé en 2013.

En ce qui concerne le cadre de vie et les dynamiques locales, le constat est légèrement mieux orienté : la population est de mieux en mieux formée et le taux des ménages propriétaires de leur résidence principale a augmenté de quasiment 4 points entre 1999 et 2010 pour atteindre 76,4%.

De son côté, la balance commerciale s'est encore dégradée. En effet, le progrès des exportations (stimulé par l'envoi de déchets métalliques vers le Canada) n'a pas permis de compenser la hausse beaucoup plus importante des importations. Par conséquent la balance commerciale s'est creusée de 17% pour s'établir à - 91 millions d'euros.

Activité des entreprises

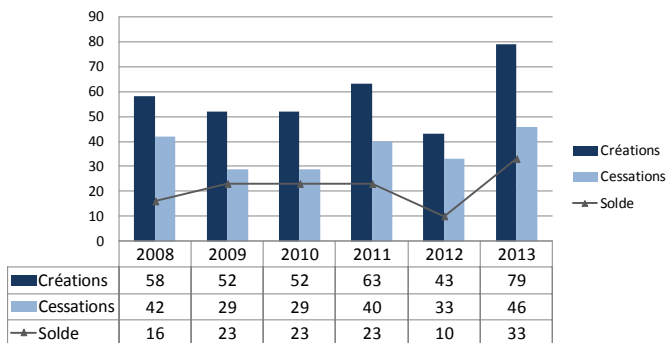


Les créations et radiations d'entreprises

L'année 2013 aura surtout été marquée par la très forte progression des radiations d'entreprises (+39,3%). Cependant, après un ralentissement conséquent en 2012, les créations d'entreprises sont reparties sur une bonne dynamique en 2013. Au 31 décembre, la CACIMA avait enregistré 79 nouvelles entreprises au CFE.

Malgré tout, 60,8% des ces nouvelles entités sont des entreprises individuelles (dont 90% ont opté pour le régime de la micro entreprise). Il s'agit donc de projets a priori peu créateurs d'emplois à court terme et qui représentent souvent seulement un complément d'activité pour le créateur.

Démographie des entreprises



Parallèlement - même si ces projets restent minoritaires - les créations d'entreprises sous des formes juridiques « classiques » (SARL, SAS, SA) ont également augmenté (+29%) et représentent 39,2% des créations pour 2013.

Les cessations d'activité ont augmenté de manière importante : 46 entreprises ont fermé en 2013 (+39,3%), un niveau rarement atteint sur l'archipel. Ce phénomène est inquiétant malgré le solde créations/cessations positif (+33).

Au final le taux de création s'est établi à 14,7% en 2013 contre 14,3% en métropole. (Source : INSEE).

Répartition des créations en France métropolitaine

Entreprises « classiques » : 29,5%

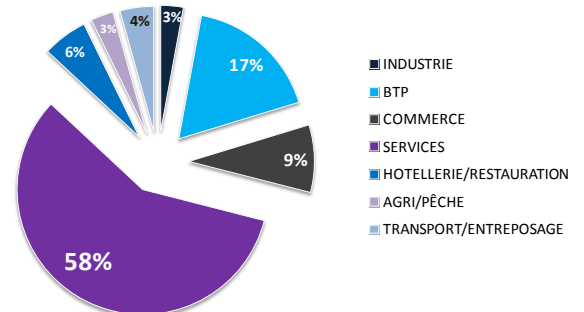
Entreprises Individuelles : 19,4%

Auto-entreprises : 51,1%

(source : INSEE / Décembre 2013)

Les secteurs de création

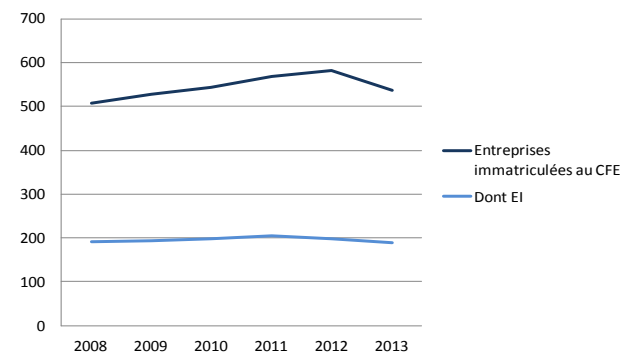
La création d'entreprise par secteur



La dynamique de création est particulièrement forte dans les services puisque le secteur concentre 62% des entreprises créées.

La démographie des entreprises

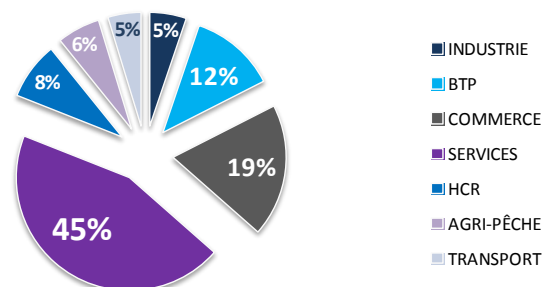
Entreprises immatriculées au CFE



En 2013, le fichier du CFE a été mis à jour pour coller au plus près à la réalité économique du terrain. Le nombre total d'entreprises immatriculées a donc baissé malgré le solde créations/radiations positif. Ceci a eu pour conséquence notable l'ajustement de la part des entreprises individuelles dans le total des entreprises.

Enfin, au 31 décembre 2013, la répartition sectorielle globale des entreprises de Saint Pierre et Miquelon était la suivante :

Repartition sectorielle des entreprises au 31/12/2013

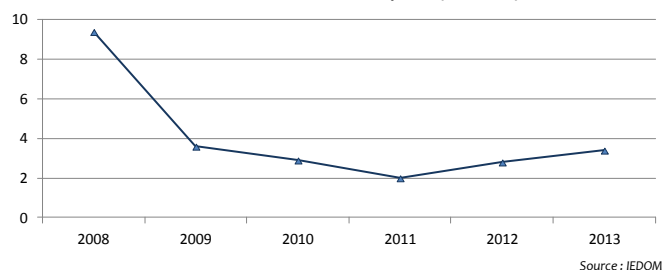


Activité des entreprises



Le financement des entreprises

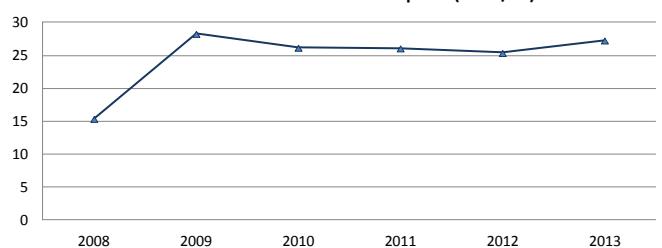
Crédits de trésorerie aux entreprises (au 31/12)



Source : IEDOM

Même s'il est loin d'atteindre le niveau de 2008, le montant des crédits de trésorerie octroyé aux entreprises en 2013 a encore progressé (+21%). Au regard des résultats de l'enquête menée par la CACIMA, cette situation serait plutôt liée à des niveaux d'activité assez bas qui ont pesé sur la santé financière d'un nombre assez important d'entreprises. En effet, 27% des dirigeants interrogés ont estimé que leur niveau d'activité a baissé en 2013 et 30% ont estimé que leur trésorerie s'est dégradée.

Crédits d'investissement aux entreprises (au 31/12)



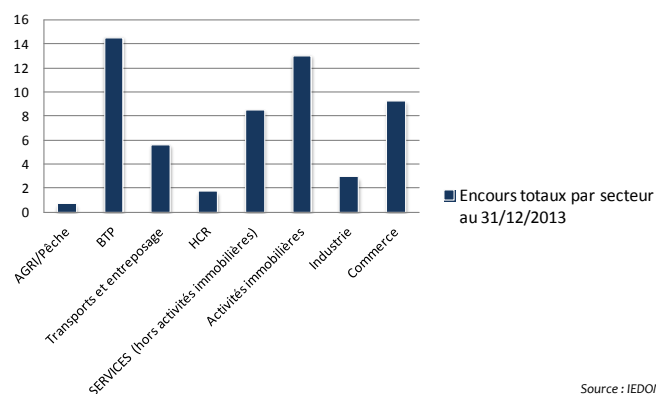
Source : IEDOM

Malgré une légère progression des crédits d'investissement (+7,5%) qui représentent 71,9% des crédits accordés aux entreprises, l'encours global des s'affiche en recul dans tous les secteurs en dehors des activités immobilières (+29%) et du soutien aux entreprises (+12,9%).

En 2013, les opérateurs économiques ont plutôt eu tendance à différer leurs investissements étant donné le contexte de stagnation de l'activité. 65% des dirigeants interrogés pour l'enquête CACIMA disent n'avoir aucun projet d'investissement en cours. Les entreprises se projettent peu sur le long terme actuellement. Cette augmentation des encours de crédits d'investissement est tout de même à mettre en perspective avec des opinions légèrement plus optimistes pour le niveau d'activité 2014. Il sera donc intéressant de voir si cette tendance se confirme.

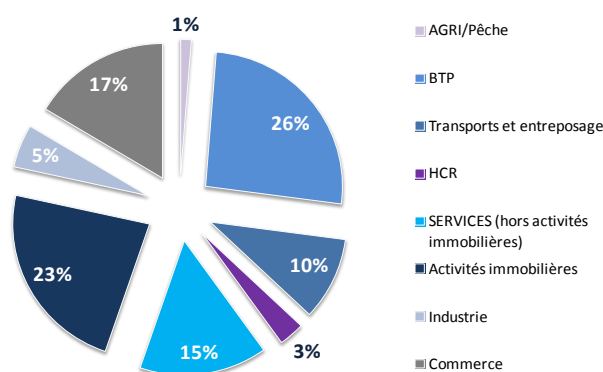
La répartition des encours par secteur est cohérente ; les activités les plus représentées sont logiquement celles qui ont des besoins importants pour financer des projets à forte intensité capitalistique: le BTP (26% des crédits) et les activités immobilières (23%).

Montant des encours totaux par secteur au 31/12/2013



Source : IEDOM

Repartition des encours par secteur au 31/12/2013



Source : IEDOM

Malgré une légère progression de l'encours des crédits d'investissement, ces chiffres confirment le coup d'arrêt du redressement de l'activité opéré en 2009.

D'après l'enquête menée par la CACIMA, cette fragilité est notamment visible pour les TPE - plus particulièrement dans le commerce - dont la trésorerie a eu tendance à se dégrader en 2013.

Les difficultés ne sont bien entendu pas comparables à la situation qui prévalait en 2008. Elles révèlent néanmoins que certains secteurs peinent à redresser leur situation, à trouver des relais de croissance et donc à engager des investissements.

Activité des entreprises

L'enquête terrain CACIMA : Bilan 2013 et perspectives 2014

Méthodologie

- L'enquête terrain a été menée par la CACIMA via un outil de sondage en ligne puis dans un second temps par téléphone et sur le terrain afin d'affiner l'échantillon et s'assurer de sa représentativité.

L'échantillon :

L'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon de 85 chefs d'entreprises.

La représentativité de cet échantillon a été assurée par la méthode des quotas, selon les critères de secteur d'activité et de taille de l'entreprise.

Les secteurs d'activité :

Commerce : alimentaire et non-alimentaire.

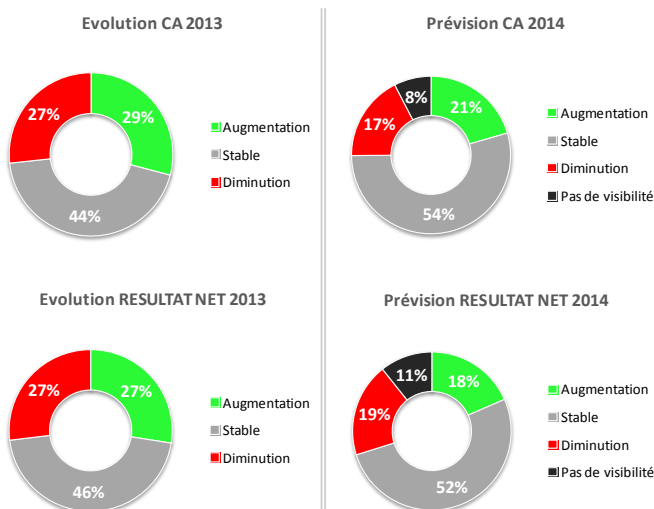
HCR : hôtellerie et hébergements, cafés/bars et restaurants.

BTP : bâtiment et travaux publics.

Services : services aux entreprises et à la personne.

Ces secteurs ont été retenus car ils représentent la majeure partie à la fois de l'activité économique marchande du territoire mais également des emplois du secteur privé. La pêche et l'agriculture seront traitées à l'aide d'autres indicateurs.

Le niveau d'activité

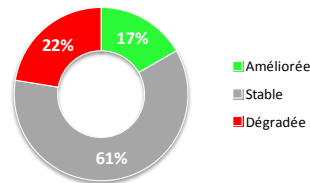


Pour 2013, une grande partie des entreprises estime stagner au même niveau de chiffre d'affaires (44%) et de résultat net (46%). Par ailleurs, la part des dirigeants qui constatent une augmentation ou une diminution est très proche : 29% contre 27% pour le CA.

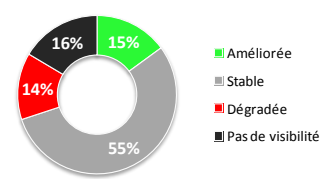
Pour 2014, les chefs d'entreprise sont globalement pessimistes quant aux perspectives de croissance. La part des dirigeants qui estiment que leur chiffre d'affaires et leur résultat seront stables augmente respectivement de 10 et 8 points entre le « réalisé en 2013 » et le « prévisionnel 2014 ». La part de ceux qui mettent en avant une augmentation diminue respectivement de 8 et 9 points.

La santé financière

Evolution SANTE FINANCIERE 2013



Prévision SANTE FINANCIERE 2014



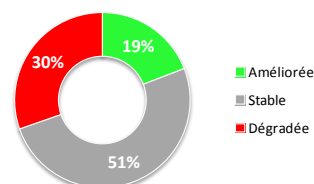
Logiquement, le constat est proche en ce qui concerne la santé financière globale des entreprises (rentabilité, capacité d'autofinancement, endettement...) puisque la majorité des chefs d'entreprises estime que celle-ci a été stable en 2013 et le restera en 2014 (61 et 55%).

Cependant, il faut nuancer ce constat : ici l'équilibre entre le nombre d'entreprises dont la santé financière s'est dégradée et celle pour lesquelles elle s'est améliorée en 2013 se creuse : 22% estiment que leur situation financière a empiré contre 17% qui estiment qu'elle s'est améliorée. La stagnation du niveau d'activité couplée à l'augmentation des coûts et charges semble peser sur la santé financière d'un certain nombre d'entreprises.

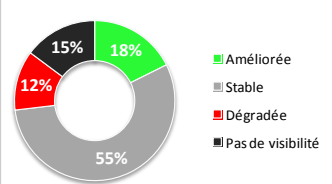
De plus, le manque de visibilité pour 2014 représente 16% des réponses. Ce chiffre, adossé au pourcentage des répondants qui estiment que leur situation financière sera stable (55%), montre une prudence des chefs d'entreprises quant aux perspectives de redressement pour 2014.

La trésorerie

Evolution TRESORERIE 2013



Prévision TRESORERIE 2014

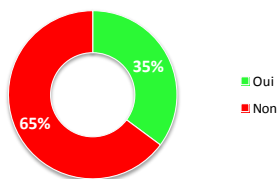


Les résultats relatifs à la trésorerie sont quant à eux plus inquiétants. En effet, dans ce contexte de stagnation de l'activité, 30% des entreprises estiment que leur trésorerie s'est dégradée en 2013. Cependant, c'est le constat de la stabilité qui domine avec 51% des répondants. Les prévisions 2014, sont légèrement plus optimistes sur ce point : plus de la moitié des répondants espèrent pouvoir enrayer cette dégradation et stabiliser leur situation : 55% des dirigeants pensent que leur trésorerie sera stable en 2014.

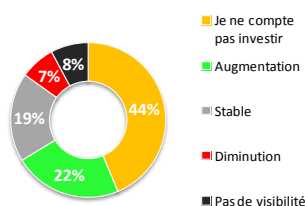
Activité des entreprises

L'investissement

INVESTISSEMENT en cours 2013



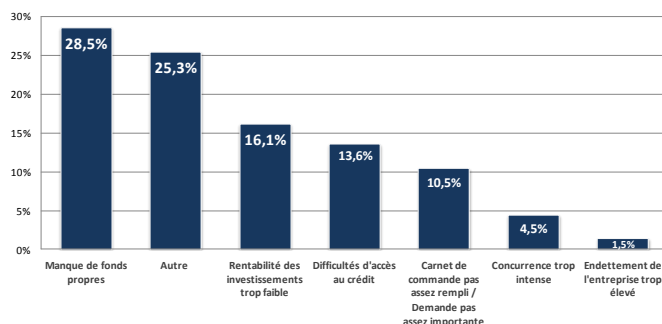
Prévision INVESTISSEMENT 2014



Dans ce contexte de stagnation des niveaux d'activité au sein duquel les trésoreries ont eu tendance à se dégrader, les dirigeants sont donc restés prudents et **ont différé leurs investissements** (65% des répondants n'avaient aucun investissement en cours pour 2013).

Pour 2014, les prévisions sont légèrement meilleures puisque 22% des entreprises comptent augmenter le montant de leurs investissements, 19% comptent le maintenir stable **et 7% comptent diminuer les montants investis**. Soit un total de 48% de dirigeants qui comptent engager des investissements. Par contre, **44% des dirigeants interrogés annoncent être certains de ne pas investir**.

Les freins à l'investissement



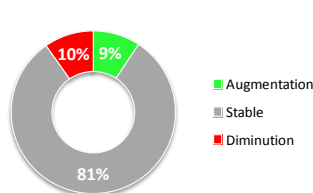
En ce qui concerne les freins à l'investissement, les dirigeants mettent trois facteurs principaux en avant :

- **le manque de fonds propres (28,5%)**, ce qui coïncide avec les difficultés globalement constatées.
- les raisons diverses (25,3%) parmi lesquelles sont principalement citées : **la fiscalité** ainsi que **le manque de visibilité et de perspectives de croissance** ;
- enfin, **la rentabilité trop faible (16,1%)** ;

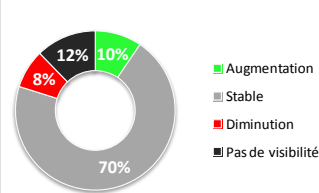
Par ailleurs, **13,6% des dirigeants ont signalé la difficulté d'accès au crédit bancaire** comme faisant partie des principaux freins à l'investissement.

Les effectifs

Evolution EFFECTIF 2013



Prévision EFFECTIF 2014



La situation de l'emploi est stable. En effet, **les entrepreneurs ont majoritairement privilégié le maintien des effectifs à leur niveau en 2013 (81%)**. 9% ont procédé à des embauches mais dans le même temps 10% ont réduit leurs effectifs.

Pour 2014, les chefs d'entreprises sont très légèrement plus optimistes puisque **10% prévoient des embauches contre 8% des réductions d'effectifs**. 12% disent manquer de visibilité, ce qui pourrait au final faire la différence entre création et destruction d'emplois en 2014.

DIFFICULTÉ DE RECRUTEMENT

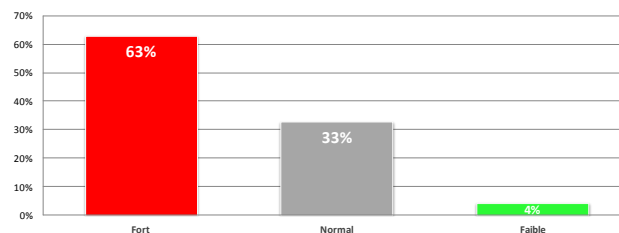


La situation de l'emploi paraît sclérosée par un autre phénomène : **les difficultés de recrutement**. En effet, **50% des dirigeants disent avoir des difficultés à trouver du personnel formé et/ou expérimenté** lorsqu'ils ont des besoins, contre 40,8% en métropole. (Source : INSEE).

L'impact de la fiscalité

Dans ce contexte au sein duquel le volume d'activité stagne pendant que les coûts et charges diverses augmentent, **les dirigeants estiment que la fiscalité a un impact important sur leurs entreprises**. En effet, 63% estiment que celui-ci est fort, 33% qu'il est normal et seulement 4% qu'il est faible.

L'IMPACT DE LA FISCALITÉ



Activité des entreprises

Des disparités sectorielles marquées

Le constat fait dans l'enquête CACIMA dissimule des disparités sectorielles relativement importantes sur lesquelles il semble utile de donner quelques détails.



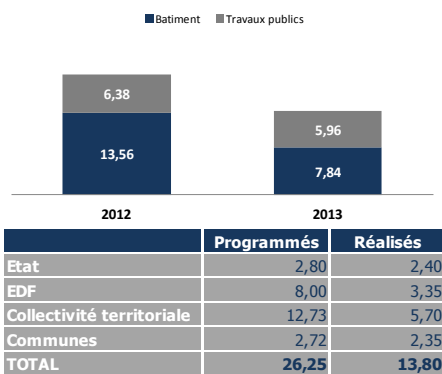
Le BTP

ACTIVITE	→
SANTE FINANCIERE	→
EFFECTIFS	→
DIFFICULTES DE RECRUTEMENT	++
INVESTISSEMENT	-
PREVISIONS 2014	→

2013 s'est caractérisée par **un équilibre du nombre de entreprises qui ont vu leur niveau d'activité augmenter, de celles qui l'ont vu diminuer et de celles qui sont restées stables**. Le secteur **se situe globalement dans une phase de stagnation de l'activité**.

En effet, le secteur subit l'importante baisse du **niveau de commande publique (-30,8%)**. Ce phénomène s'explique par la réalisation de **52,6% des dépenses programmées (contre 69% en 2012)**.

Commande Publique (M€)



Source : IEDOM

Les entreprises ont majoritairement eu tendance à maintenir leurs effectifs mais le secteur affiche le meilleur solde d'opinions positives sur ce point (+5).

Deux autres éléments semblent distinguer le secteur :

- la part des entreprises ayant des investissements en cours est plus faible que dans l'ensemble de l'économie alors que le BTP concentre 26% des encours de crédits d'investissement;
- des difficultés de recrutement plus importantes.



Le Commerce

ACTIVITE	→
SANTE FINANCIERE	→
EFFECTIFS	→
DIFFICULTES DE RECRUTEMENT	++
INVESTISSEMENT	=
PREVISIONS 2014	→

Le commerce est le secteur qui semble connaître **les plus grandes difficultés économiques sur l'archipel**. C'est d'autant plus inquiétant que c'est le second secteur de l'archipel en termes de nombre d'entreprises (19%).

En effet, confronté à de multiples problématiques qui impactent fortement sont niveau d'activité (évasion commerciale, concurrence d'Internet, droits de douane à régler sur les importations...); le commerce voit **la santé financière globale des entreprises se dégrader** sensiblement notamment au niveau des trésoreries qui ont tendance à se contracter. **Cela s'explique car de nombreux commerçants disent avoir réduit leurs marges** afin de lutter contre la concurrence extérieure. Ce constat est valable pour les TPE comme pour les entreprises dont l'effectif est supérieur à 10 salariés.

Ces phénomènes, couplés à **des difficultés de recrutement supérieures à la moyenne**, commencent à avoir des répercussions sur l'emploi dans le secteur. En effet, si une grande majorité des commerçants **annoncent avoir maintenu leurs effectifs, le solde d'opinion pour cette thématique s'affiche à -3**.

À l'image de l'ensemble de l'économie, **un nombre relativement peu élevé d'entreprises avaient des investissements en cours en 2013**.

Pour 2014, les commerçants sont les dirigeants qui ont la vision la plus pessimiste. C'est le seul secteur au sein duquel **le constat de stabilité n'est pas majoritaire**. En effet, **les opinions négatives l'emportent sur la totalité des thématiques abordées par l'enquête** : chiffre d'affaires, résultat net, santé financière, trésorerie, investissement et effectifs.

Activité des entreprises



Hôtellerie, Café, Restauration



Les services

ACTIVITE	→
SANTE FINANCIERE	→
EFFECTIFS	→
DIFFICULTES DE RECRUTEMENT	++
INVESTISSEMENT	+
PREVISIONS 2014	→

ACTIVITE	→
SANTE FINANCIERE	→
EFFECTIFS	→
DIFFICULTES DE RECRUTEMENT	-
INVESTISSEMENT	=
PREVISIONS 2014	→

En 2013, le secteur a été impacté par des aléas climatiques ainsi que par des problématiques de transport qui ont contribué à la diminution du nombre de touristes ayant visité l'archipel (cf. p12). Cela explique **un niveau d'activité en léger retrait, phénomène plus marqué pour les hébergements que pour le reste du secteur.**

Cependant, les effectifs tout comme la santé financière des entreprises se sont globalement maintenus.

Dans ce domaine d'activité, **la part des entreprises ayant réalisé des investissements en 2013 est plus élevée que la moyenne.** Ce phénomène peut notamment s'expliquer car **les professionnels ont des prévisions 2014 relativement plus optimistes** que celles faites par l'ensemble des dirigeants, même si la tendance majoritaire reste le constat de stabilité.

Cependant, les entreprises sont tributaires des problématiques liées à la desserte de l'archipel et manquent de visibilité, ce que de nombreux dirigeants ont tenu à rappeler.

Enfin, **les problématiques de recrutement sont relativement plus importantes** dans ce secteur que dans l'ensemble de l'économie locale.

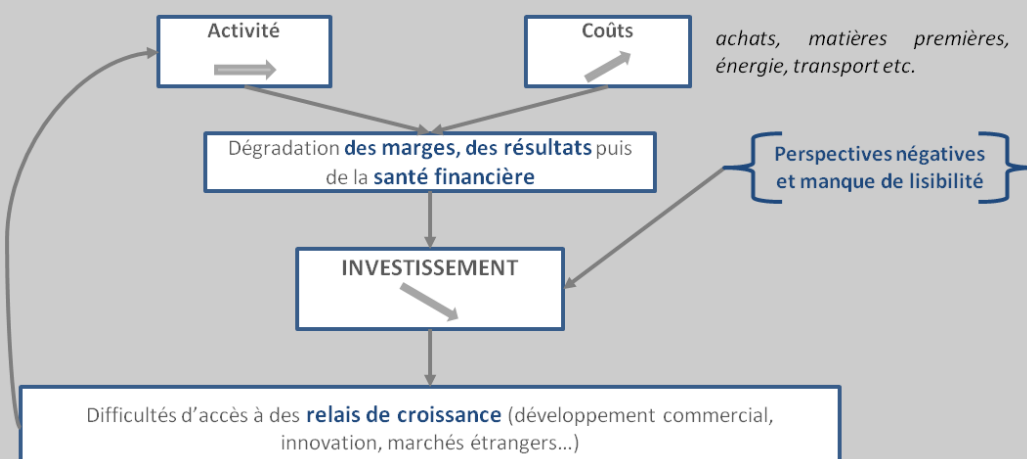
Le secteur des services est celui qui affiche les résultats les plus encourageants avec une stabilité globale **mais les pourcentages de réponses positives les plus nombreuses en ce qui concerne le chiffre d'affaires (34%) et les résultats nets (28%) pour l'année 2013.** C'est d'autant plus important que c'est le secteur qui concentre le plus grand nombre d'entreprises de l'archipel (44,5%).

En ce qui concerne **la santé financière et la trésorerie, c'est la stabilité qui concentre la grande majorité des opinions.**

Par ailleurs, les entreprises investissent dans les mêmes proportions que l'ensemble de l'économie et semblent moins confrontées aux problématiques de recrutement.

Paradoxalement, **le secteur a eu tendance à maintenir ses effectifs plutôt qu'à les augmenter et les prévisions des dirigeants pour 2014 sont plus pessimistes que la moyenne.** Cela montre la très grande prudence des dirigeants quant aux perspectives de développement, y compris dans ce secteur qui semble se porter mieux que le reste de l'économie.

Synthèse : Un équilibre FRAGILE



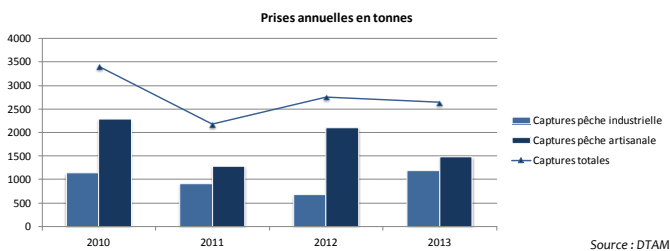
Face à cette situation, il est difficile pour toutes les entreprises de maintenir le niveau **d'investissement** nécessaire à leur compétitivité. A moyen terme, si la conjoncture économique ne s'améliore pas, cela pourrait avoir **des effets sur l'emploi et causer des fermetures d'entreprises.**

Activité des entreprises



La pêche

Le secteur affiche un niveau d'activité en léger repli cette année. En effet, le recensement des prises indique une diminution de 4% du volume des captures. Pourtant, le constat diverge pour les activités industrielles et artisanales : l'industrie a progressé de 77% (en grande partie grâce à la morue) pour s'établir à 1174,8 tonnes tandis que la pêche artisanale a diminué de 30% pour s'établir à 1469,2 tonnes. Au final, l'activité artisanale, qui avait représenté 85% du volume pêché en 2012, n'en a représenté que 54% en 2013.



La saison a été moyenne pour le bulot, le concombre de mer a été pénalisé car les usines de transformation canadiennes ont privilégié les navires nationaux et le crabe des neiges a vu sa saison amputée de trois semaines à cause de contestations des pêcheurs terre-neuviens contre des prix d'achat trop bas. Pour la morue, les usines ont commencé à acheter le poisson de la pêche artisanale le 12 novembre 2013, ce qui est trop tardif (l'immense majorité des prises viennent du quota artisanal du Béothuk). Seule les prises de Saint-Jacques se sont affichées en forte hausse.

Ces problématiques sont essentiellement dues à la dépendance des pêcheurs locaux aux usines de transformation canadiennes faute d'un outil adapté localement.

Cette saison a également vu les exportations diminuer de 20,8% en volume et dans le même temps diminuer encore plus fortement en valeur (-35%). Cela s'explique par la baisse des cours pour la plupart des espèces. Ces chiffres ont volontairement été amputés de la cargaison du «Havborg» qui a transité sur l'archipel avec un chargement qui ne reflète pas l'activité des pêcheurs locaux. Il faut également rappeler que la part des prises destinées à l'export est négligeable : 9,2% en 2013. En effet, les débarquements effectués au Canada, qui représentent la majeure partie de l'activité, ne sont pas comptabilisés.

Export	Valeur (M€)	Evolution	Poids (T)	Evolution
2012	1,22		308,1	
2013	0,79	-35,2%	243,9	-20,8%

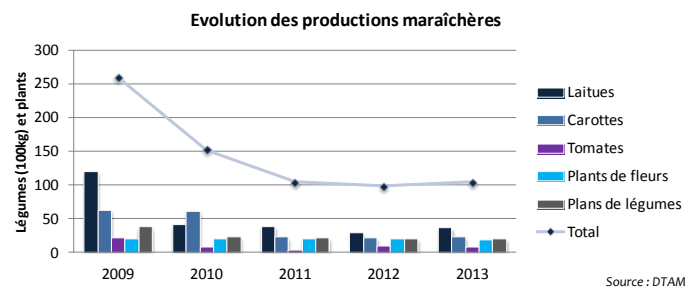
Source : Douanes

Au final, le secteur aura connu une activité plutôt en berne cette année après un sursaut dû au rebond de la pêche artisanale en 2012. Il faut cependant souligner le progrès des captures industrielles après plusieurs années de baisse.



L'agriculture

L'année 2013 aura également été un cru en demi-teinte pour les entreprises du secteur agricole. En effet, le volume des principales productions maraîchères affiche un léger recul en dehors des laitues dont la production a augmenté. Les surfaces sous serres exploitées sont relativement stables depuis 2010.



La production locale capte en moyenne 2% des parts de marché de l'archipel avec des fortes variations selon les produits et les saisons. En effet, les plantes vivaces et fleurs couvrent 60% du marché local, les salades 32% et les tomates 9% par exemple.

Ces chiffres sont relativement bas mais montrent les débouchés importants qui existent localement. D'autant plus, que ces parts de marché sont bien supérieures lorsqu'elles sont rapportées aux périodes de production effectives (certaines d'entre elles peuvent aller jusqu'à doubler sur la période estivale).

Ce constat est le même pour la production de viande qui, en dehors des poulets (47%), ne couvre qu'une faible part du marché local. Comme pour les cultures maraîchères, c'est en opposition avec l'évolution de la production qui, en dehors des agneaux, a légèrement diminué ou stagné en 2013. Pourtant, certains produits comme le foie gras couvrent des parts de marché bien plus importantes sur des périodes ponctuelles (fêtes de fin d'année).

Enfin, le bilan est meilleur pour la production de lait et d'œufs qui a progressé significativement en 2013. La production d'œufs a augmenté ses rendements, ce qui a permis de couvrir 64% de la consommation locale (Source : DTAM).

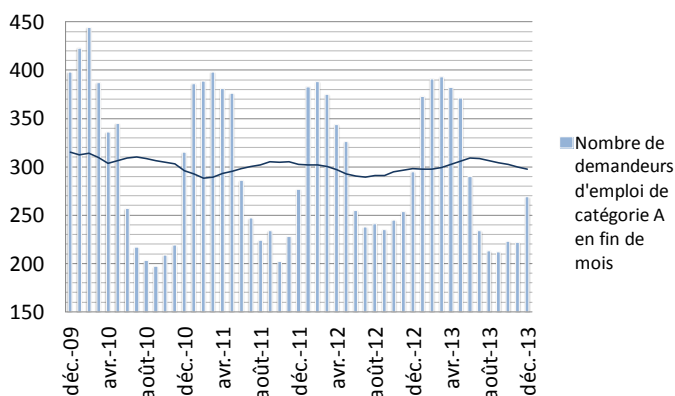
Le secteur, qui reste minoritaire dans l'activité économique de l'archipel (10 exploitations pour 13 emplois) dispose d'un réel potentiel de croissance malgré le constat d'un niveau de production en recul quasi généralisé en 2013. Son développement permettrait notamment d'alimenter la demande locale et de créer des emplois. Au final, à l'image de l'ensemble de l'économie, il affiche des indicateurs contrastés et subit une tendance globale à la stagnation.

Dynamiques

L'emploi : une situation stable mais fragile

Après une période de baisse conséquente jusqu'en 2010, le taux chômage s'est stabilisé autour d'une moyenne mensuelle de 300 DEFM de catégorie A depuis trois ans maintenant. Certains signaux sont au vert (bons chiffres en fin d'année, augmentation du nombre d'offres). **Cependant cette situation pourrait se dégrader si les difficultés connues par le secteur privé perdurent. À ce titre, il sera très intéressant d'analyser les chiffres du premier semestre 2014.**

Demande d'emploi en fin de mois (cat. A)



Source : Pôle Emploi, DCSTEP

Avec respectivement 213 demandeurs d'emploi au mois d'août 212 en septembre et 223 en octobre, le chômage a atteint son plus bas niveau depuis fin 2011, ce qui est relativement encourageant.

Cependant, cette tendance a été contrebalancée par des nombres de demandeurs d'emploi de catégorie A en fin de mois légèrement supérieurs à 2012 en début d'année civile puis au printemps. **Le chômage a donc stagné par rapport à 2012 malgré les chiffres encourageants du dernier trimestre.**

Traditionnellement, le nombre de demandeurs d'emploi - fortement impacté par les saisons - entame une remontée continue à partir du mois de septembre ou d'octobre de chaque année pour s'établir à son maximum en février ou mars de l'année suivante.

Or en 2013, malgré une légère hausse en septembre, **le nombre de demandeurs a très légèrement diminué entre octobre et novembre pour entamer sa remontée en décembre seulement. Cette remontée a d'ailleurs été moins forte que les autres années : 269 demandeurs d'emploi de catégorie A étaient enregistrés à Pôle Emploi au mois de décembre soit environ 9% de moins qu'en décembre 2012.**

Les Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) de catégorie A :

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, n'ayant exercé aucune activité au cours du mois.

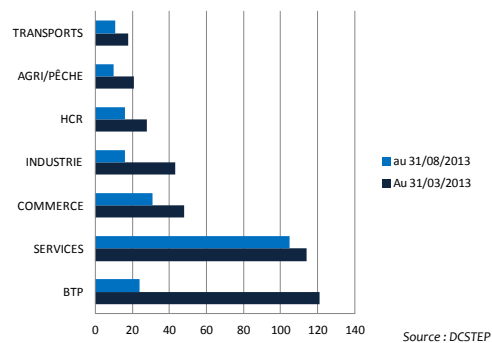
Nous avons choisi de ne pas raisonner en taux de chômage car les méthodes de calcul sont variées (BIT, INSEE, Eurostat), elles évoluent souvent et ne permettent pas de faire de comparaisons pertinentes avec les chiffres constatés en métropole.

Le chômage en 2013 au Canada Atlantique :

Terre-Neuve-et-Labrador : 10,8 % (-1,5)
Île-du-Prince-Édouard : 11,5 % (+0,1)
Nouvelle-Écosse : 9,2 % (+0,4)
Nouveau-Brunswick : 9,7 % (stable)

Remarque : ces chiffres sont donnés à titre indicatif. En effet le Canada utilise des modes de calcul différents de ceux utilisés en France.

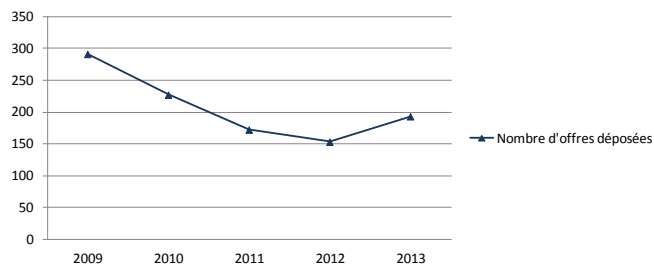
Comparaison des DEFM par secteur : Mars 2013-Août 2013



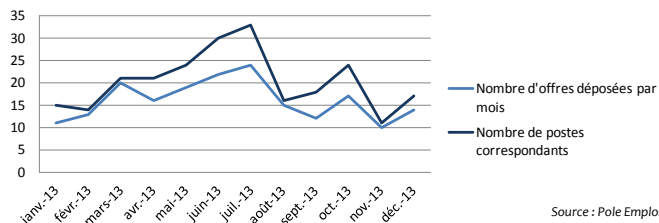
Source : DCSTEP

La demande semble en adéquation avec l'activité économique de l'archipel et avec la répartition des entreprises par secteur. Les services et le commerce concentrent une grande partie des demandes. **Les variations saisonnières touchent particulièrement le BTP : le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 80% entre la fin de l'hiver et la fin de l'été.**

Nombre d'offres déposées annuellement



Nombre d'offres et de postes enregistrés en 2013



Source : Pôle Emploi

En ce qui concerne les offres, après trois années de baisse consécutives **leur nombre est reparti à la hausse en 2013 (+26%). Le problème, c'est que les entreprises ont souvent du mal à combler leurs besoins localement. En effet, il ressort de l'enquête de conjoncture CACIMA que 50% des entreprises font face à des difficultés de recrutement (contre 40,4% en métropole).**

Dynamiques

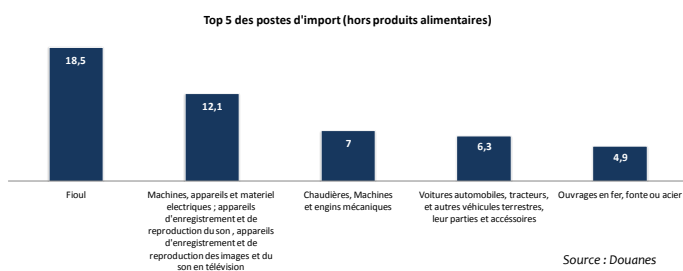
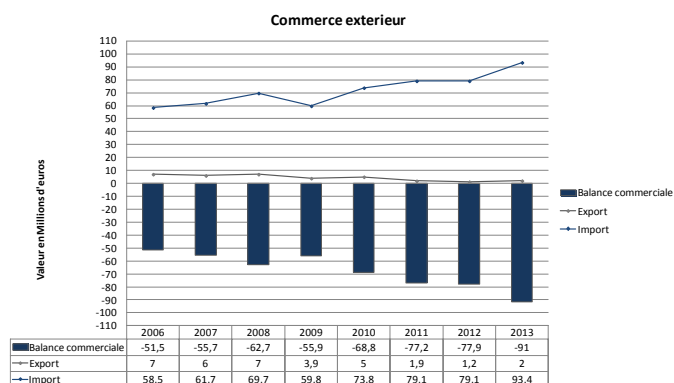


Import export : la balance commerciale continue de se dégrader

L'année 2013 a vu la balance commerciale se dégrader de 17% pour s'établir à -91 millions d'euros.

Le montant des exportations a fortement augmenté (de 1,17 à 1,99M€ soit +70%), mais il faut relativiser ce chiffre. En effet, les exportations de produits de la mer (qui étaient jusqu'à présent les seuls produits exportés), continuent de se contracter en valeur (de 1,22 à 0,86M€ soit -29,5%) malgré un volume en hausse (de 308,1 à 497,2T soit +61,4%). Ces données sont à nuancer et ne reflètent pas l'activité réelle des pêcheurs locaux, car ils ont été impactés par le transit d'une cargaison de crevettes sur l'archipel (cf p.8).

Les exportations ont également été dopées par l'envoi de déchets ferreux au Canada (4696 tonnes /1,1M€), soit 55% de l'export annuel en valeur.



Le montant des importations a poursuivi sa croissance continue pour atteindre 93,4M€ soit une hausse de 18% par rapport à 2012 (77,9M€).

Cette hausse est également à relativiser puisque :

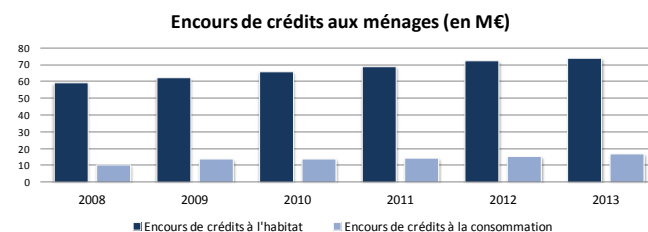
- Les importations de produits alimentaires se sont contractées de 0,7% en valeur (16,1M€) et de 2,5% en volume.
- Les importations de fioul (premier poste d'importation) ont également diminué en valeur (-2,8%). Elles ont cependant stagné en volume (+0,2%).

La hausse du montant des importations de produits manufacturés (+43%) est pour une grande partie imputable à la forte augmentation du chapitre 85 qui correspond aux machines et appareils électriques. En effet, cette catégorie a progressé de 285% pour s'établir à 12,1M€ et passer de la 5e place à la seconde dans les catégories de produits le plus importés sur l'archipel.

Ce phénomène s'explique principalement par l'ouverture du nouveau centre hospitalier qui a nécessité d'importer certains équipements ainsi que par l'arrivée de matériel destiné à la centrale électrique.

D'autres postes ont également augmenté de manière conséquente : les véhicules (+17,30%), les ouvrages en fer, fonte ou acier (+14,50%), le matériel médical (+20%), les chaudières, machines et engins mécaniques (+12,90%). Du côté des baisses, de nombreux postes dont la part dans le total des importations est moins importante ont été impactés.

Consommation des ménages



Source : IEDOM

Comme l'ensemble de l'économie, la consommation des ménages affiche des indicateurs contrastés pour 2013. En effet, si les crédits à la consommation sont en hausse (+10,2% à 16,5M€) tout comme les crédits à l'habitat (+1,9% à 73,7M€) les importations de produits alimentaires se sont affichées en recul.

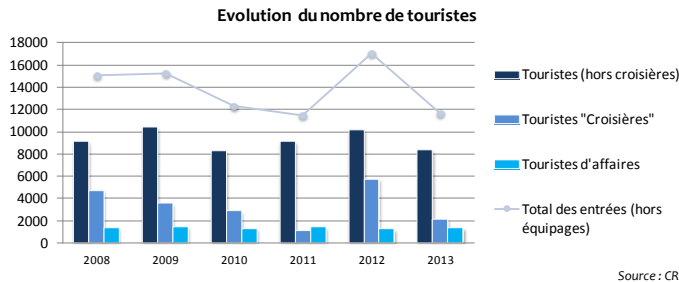
L'indice des prix à la consommation a quant à lui augmenté d'environ 1,6% soit une hausse moins marquée qu'en 2012 (+4,4%). Mais au final, il progresse de manière continue depuis 2010. Cette hausse a été particulièrement ressentie par les ménages car l'inflation subie par les produits alimentaires s'est affichée à +2,7%.

Il faut également signaler que l'importation des produits manufacturés ainsi que des véhicules de tourisme a progressé cette année. Cependant, il est compliqué d'imputer ces chiffres à la consommation des ménages seulement (cf. Import Export)

Tourisme



Les chiffres 2013 ont subi une diminution importante (-32%) malgré les efforts de structuration faits par l'ensemble des professionnels du secteur. Ceci est d'autant plus marquant après une année 2012 qui avait connu une fréquentation à la hausse.



Au total, 2060 croisiéristes (-64%) 1295 touristes d'affaires (+3,3%) et 8321 touristes hors croisière (-18%) sont entrés sur le territoire en 2013. Cette diminution globale (-32%) est en grande partie explicable par des aléas d'ordre climatiques et techniques qui ont eu une forte influence sur le nombre d'entrées.

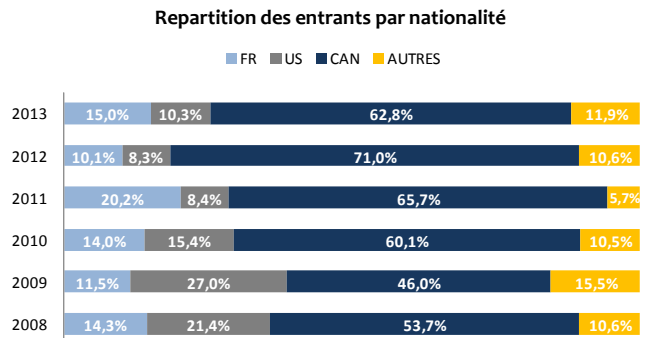
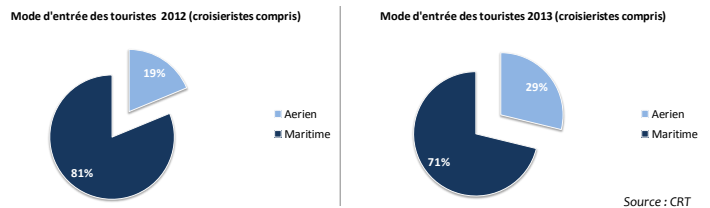
La panne du Cabestan au mois de septembre a notamment écourté la saison, c'est d'ailleurs le mois qui a connu la plus forte régression en pourcentage (-53,7%).

Mois	Touristes 2012	Touristes 2013	Evolution
Janvier	120	134	11,7%
Février	224	174	-22,3%
Mars	234	185	-20,9%
Avril	250	450	80,0%
Mai	1032	1142	10,7%
Juin	1471	1219	-17,1%
Juillet	3242	2438	-24,8%
Août	3326	2658	-20,1%
Septembre	894	414	-53,7%
Octobre	340	374	10,0%
Novembre	229	256	11,8%
Décembre	171	172	0,6%

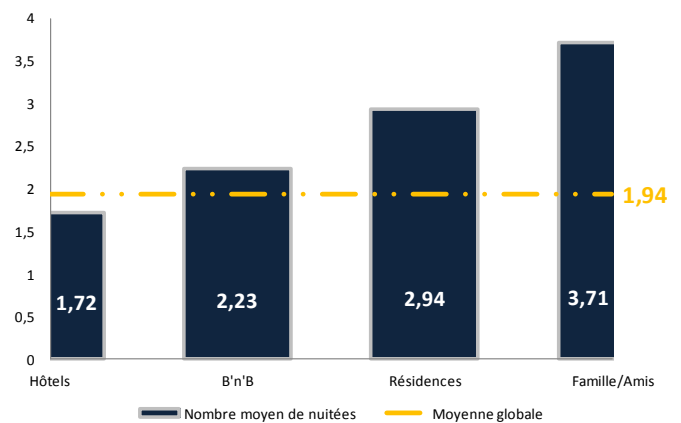
Source : CRT

Ces phénomènes, ainsi que la chute du nombre de croisiéristes, ont un impact fort sur l'activité du secteur. D'ailleurs la part des entrants par voie maritime est passée de 82% à 71%.

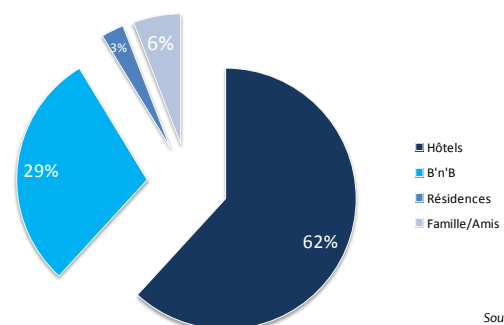
Enfin, la part des touristes en provenance du Canada a stoppé son augmentation constante pour atteindre 62,8% du total des touristes. Ce chiffre **montre l'importance de la desserte maritime et des croisières dans la stratégie touristique de l'archipel.**



Sans surprise, pour ce qui est de la fréquentation des hébergements et autres activités, la saison aura été en demi-teinte, les résultats étant mécaniquement liés à la fréquentation globale (cf. p7). Les touristes passent en moyenne légèrement moins de deux nuitées sur l'archipel et privilégient l'hébergement en chambre d'hôtel. (62% des nuitées).



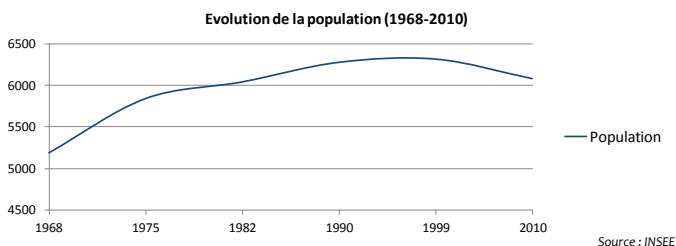
Repartition des nuitées par type d'hébergement



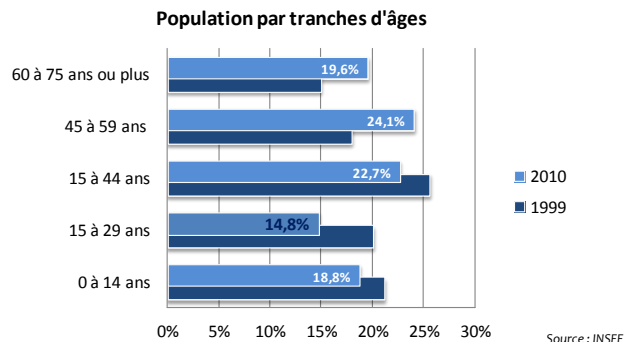
Cadre de vie



Démographie : ralentissement du rythme de diminution de la population

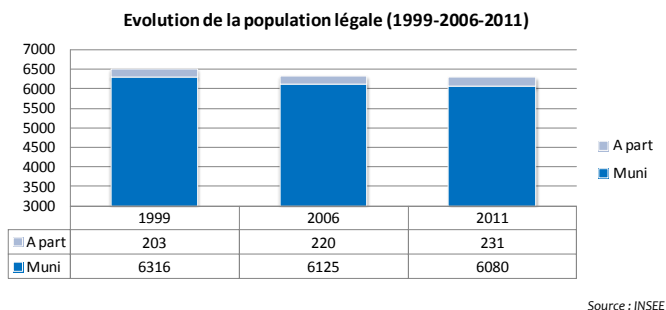


La population subit un phénomène de vieillissement marqué



Remarque : En correspondance avec les nouvelles méthodes de calcul de l'INSEE et pour des raisons de continuité statistique, les chiffres présentés ici correspondent à la population des résidences principales, la population des communautés de la commune, les personnes sans-abri ou vivant dans des habitations mobiles. Les jeunes qui poursuivent leurs études hors de l'archipel ne sont pas recensés sur ce territoire. Cependant, ils sont comptabilisés dans la « population comptée à part » des deux communes lors de la publication des populations légales.

A titre d'information, l'évolution de la population légale entre 1999 et 2011 a été la suivante :

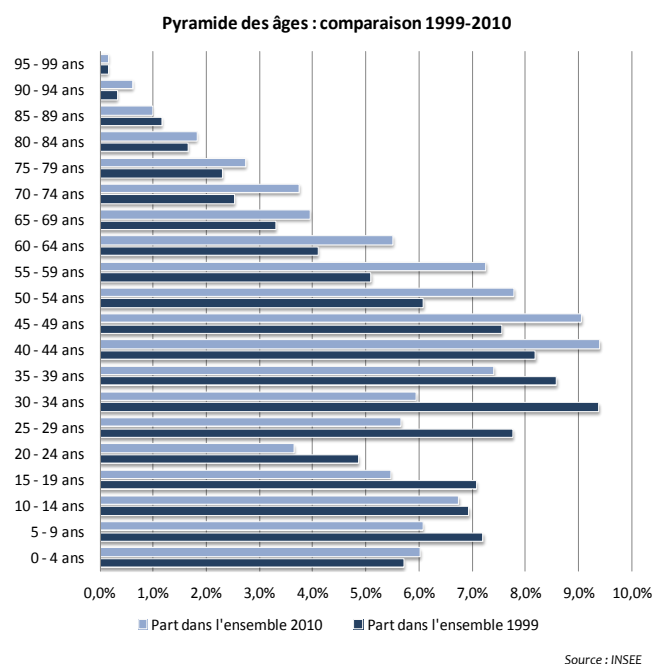


Cette donnée est intéressante car elle permet de se rendre compte que **le rythme de diminution de population a ralenti entre 2006 et 2010.**

L'archipel est confronté à d'importants départs de jeunes pour suivre des études supérieures. En effet, la tranche d'âge des 15-29 ans est passé de 20% de la population en 1999 à 14,8% en 2010. C'est la tranche qui a subi la plus forte baisse sur la période.

Après avoir obtenu leur diplôme, ces étudiants ne reviennent pas toujours car les offres d'emploi ne correspondent pas nécessairement aux diplômes obtenus. L'enjeu central pour freiner ce vieillissement est de favoriser l'insertion de ces jeunes qualifiés sur le marché de l'emploi local afin qu'ils s'installent de manière durable.

A ce phénomène viennent s'ajouter les diminutions significatives des tranches d'âge 0-14 ans et 15-44 ans. **Ceci provoque un vieillissement accéléré de la population.** Cependant, il faut apporter une nuance à ce constat : **même si elle perdure, cette tendance a ralenti depuis 2006.**

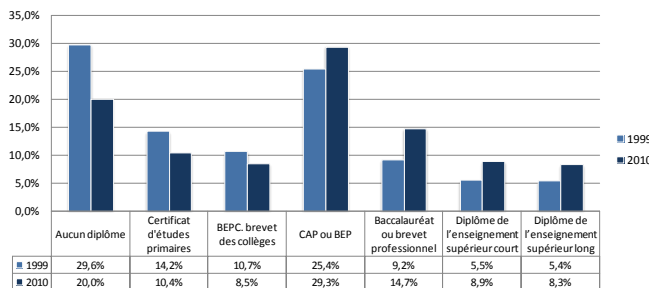


Cadre de vie



Emploi et qualification

Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus

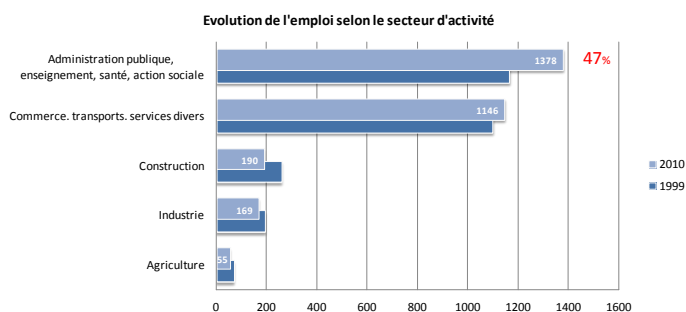


Source : INSEE

Comme en métropole, la population de l'archipel accède de plus en plus à des diplômes de type BEP/CAP et au baccalauréat. Ce qui est également positif, c'est que de moins en moins de personnes ne disposent d'aucune formation, facteur fortement pénalisant sur le marché du travail.

La proportion de diplômés du supérieur est également en augmentation. Malheureusement, ce chiffre a des effets pervers sur la démographie de l'archipel. En effet, les étudiants ne reviennent pas tous faute de proposition d'emploi correspondant à leur niveau de qualification.

Ce phénomène est central et joue un rôle crucial dans les analyses démographiques mais également dans celles du marché de l'emploi et de l'économie dans sa globalité. Il contribue à masquer et/ou déformer certaines réalités : taux de chômage des jeunes, vieillissement de la population etc.



Source : INSEE

Malgré la diminution du nombre d'habitants, **le nombre d'actifs de l'archipel est relativement stable depuis 1999 (-0,56%).**

Par contre, cette stabilité n'est pas imputable à l'activité économique marchande. En effet, le commerce et les services n'ont créé que peu d'emplois et les effectifs ont diminué dans tous les autres secteurs sur cette période :

- Administration publique, enseignement, santé et action sociale : **+18,3%**
- Commerce, transports et services divers : **+4,3%**
- Construction : **-26,9%**
- Industrie : **-13,3%**
- Agriculture : **-22,5%**

Au final, l'emploi dans l'administration, la santé et l'action sociale représentait 47% de l'emploi total en 2010 (ce qui s'explique par la nécessité d'un appareil institutionnel et social sur l'archipel équivalent à celui d'une région de métropole).

C'est donc le secteur public qui a le plus fortement contribué à la baisse du chômage constatée entre 1999 et 2010. Il faut préciser que cette tendance à la baisse s'est fortement estompée ces dernières années. En effet, depuis 2010 les chiffres ont quasiment stagné pour s'établir à une moyenne annuelle d'environ 300 DEFM de catégorie A (cf p.9).



4 boulevard Constant Colmay
 BP : 4207
 97500 Saint-Pierre & Miquelon
 Du Canada : Tél : 0 11 508 41 05 30
 De France : Tél : 05 08 41 05 30
 Courriel : intell-echo@cacima.fr
 Site : www.cacima.fr

